



© Plan International/Nicolas Canton

COVID-19 - RÉPONSE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION :

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE PLAN INTERNATIONAL EN AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST

Juin 2021

Diarra D., NograAbog F., Joyner A.,
Mairiaux C., Martyn D., Matsas R.,
Murray D., Parish A., Remacle E.



Cette enquête a été réalisée par les bureaux de Plan International en Belgique, au Canada et en Irlande, avec le soutien des bureaux du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République centrafricaine (RCA), de la Guinée, du Mali, du Niger et du Nigeria, ainsi que du bureau régional d'Afrique occidentale et centrale. Cette recherche a bénéficié de la contribution de Daouda F. Coulibaly, Guassimou Diallo, Ousmane Djibo, Marceline Eboma, Paul Guetsop, Sylvie Kpondhou, Mamadou Traore, Mouhamadou Yarou, et du personnel du projet EQuIP, financé par Irish Aid.

Sommaire

Contexte global de l'impact de COVID-19 sur l'éducation	4
Contexte, portée et limites de l'enquête	6
I. Réponses des gouvernements	7
Fermeture des écoles – Réponses par pays	8
II. Défis	10
Défis liés à la fermeture des écoles	10
Manque de suivi de la mise en œuvre et de l'adoption de l'enseignement à distance	10
Mesures limitées pour soutenir l'apprentissage des filles, des enfants en situation de handicap et des enfants déplacé·e·s	10
Manque de soutien pour la santé mentale et le bien-être psychosocial	11
Soutien limité aux enseignant·e·s en période de crise	11
Principaux obstacles au retour dans les écoles	11
Un contexte d'insécurité	12
La peur du COVID-19	12
Crise économique et pauvreté	12
Intégration précoce dans des activités génératrices de revenus et exploitation	12
Manque d'infrastructures et de soutien pédagogique	12
III. Réponses de Plan International	13
Réponses spécifiques aux pays	13
Le soutien de Plan International aux filles, aux enfants en situation de handicap et aux enfants déplacé·e·s	15
L'appui de Plan International à la santé mentale et au bien-être psychosocial	16
Le soutien de Plan International aux enseignant·e·s	16
Le soutien de Plan International aux gouvernements pour préserver l'année scolaire	17
Recommandations	18
Annexes	19
Annexe I – Réouverture des écoles dans les pays dans lesquels l'enquête a été réalisée (Situation au 18 juin 2020)	19
Annexe II – Vacances et fermetures d'établissements scolaires dans les pays étudiés par rapport à la Belgique, au Canada et à l'Irlande	21
Annexe III – Questionnaire	22

Contexte global de l'impact du COVID-19 sur l'éducation

En mars 2020, le monde de l'éducation a connu une perturbation d'une ampleur sans précédent. Plus de 190 pays ont déclaré des fermetures d'établissements scolaires dans le cadre des mesures globales visant à contenir la propagation du COVID-19. À leur apogée, les **fermetures d'écoles** ont perturbé l'apprentissage de plus de 1,5 milliard¹ d'élèves, soit plus de 91 % de la population étudiante mondiale.

On estime que 297 millions d'élèves en Afrique subsaharienne ont été affectés par les fermetures d'écoles² dont **128 millions** en Afrique centrale et de l'Ouest³. La région occupe la cinquième⁴ place en termes de jours de fermeture complète des écoles.

La crise du COVID-19 a frappé cette région dans laquelle les systèmes éducatifs étaient déjà soumis à des tensions importantes, notamment :

- L'inégalité de genre : l'inégalité de genre dans l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre reste la plus élevée au monde. 28 millions de filles (en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire) n'ont pas accès à l'éducation, en raison de normes de genre inégales, de la violence sexiste liée à l'école, des grossesses précoces, des mariages d'enfants et de la pauvreté⁵.
- La violence : Avant la pandémie, les pays du Sahel avaient déjà connu la fermeture de 3 300 écoles en raison des attaques des groupes armés⁶.
- Manque de qualité : Au Niger, par exemple, seul un enfant sur dix atteint les niveaux attendus en lecture et en mathématiques à la fin de l'école primaire⁷.

Les pays de cette région se caractérisent en outre par des niveaux élevés de pauvreté et des populations jeunes (i.e. en âge d'aller à l'école). Près de la moitié des populations du Bénin, du Mali et du Niger, par exemple, ont moins de 15 ans.

Les crises précédentes ont montré que les impacts négatifs de ces crises sont exacerbés pour les systèmes éducatifs déjà sous tension et pour les enfants qui risquaient **d'abandonner** l'école avant la crise⁸. Le Fonds Malala, par exemple, estime qu'environ 20 millions de filles à travers le monde pourraient ne pas retourner à l'école lors de la réouverture (11 millions selon les estimations de l'UNESCO) en raison de facteurs tels que les mariages précoces, les grossesses et l'augmentation de la pauvreté, entre autres⁹. Ainsi, le COVID-19 risque d'entraîner un recul dans la réalisation de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4, et de creuser davantage les inégalités d'accès à une éducation inclusive et de qualité.

La pandémie a gravement perturbé le déroulement normal de l'année scolaire (voir annexes I et II), en raison de la fermeture brutale des écoles et du temps d'apprentissage perdu. La perturbation de l'enseignement a été exacerbée par le temps nécessaire pour obtenir les ressources nécessaires au lancement de **programmes d'enseignement à distance**. Dans certains pays, l'enseignement à distance a été déployé de manière substantielle peu avant la réouverture des écoles.

Le temps de démarrage et la durée des services d'enseignement à distance varient d'un pays à l'autre, en fonction de l'ampleur de la contagion et des capacités techniques et technologiques à assurer l'enseignement par divers moyens, traditionnels et/ou modernes. Les moyens technologiques comprenaient l'enseignement par la radio, la télévision, Internet, les clés USB et les liseuses. L'accessibilité a constitué un grand défi dans la plupart des pays en raison de la fracture numérique existante entre les garçons et les filles, les zones urbaines et rurales, mais aussi les riches et les pauvres. Cette fracture a été exacerbée par la suspension des activités économiques de nombreux ménages, suite aux mesures restrictives imposées aux déplacements des populations (confinement). Outre l'accès, la qualité de l'enseignement à distance dépend aussi de la capacité des enseignant-e-s à fournir des supports d'apprentissage adaptés et à utiliser leur expertise pédagogique pour aider leurs étudiant-e-s.

1 UNESCO (2021), *Education: from disruption to recovery - COVID-19 impact on education*.

2 UN (2020) Radio lessons: In Africa schools are closed, but learning goes on. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/may-2020/coronavirus/africa-schools-are-closed-learning-goes>

3 UNICEF (2020), Humanitarian Action for Children 2021 - West and Central Africa. <https://reliefweb.int/report/benin/humanitarianaction-children-2021-west-and-central-africa>

4 UNICEF, Covid-19 and School Closures, One year of Education Disruption, <https://data.unicef.org/resources/one-year-of-covid-19-and-school-closures>

5 Regional Coordination Group on SDG4 in West and Central Africa, Gender Equality and Inclusive Education Task Team (2017). *Promoting Girls Right to Learn in Western and Central Africa*.

6 UNICEF (2020). *Crisis in the Central Sahel: Advocacy: Advocacy Brief*.

7 UNESCO. *Databank*. <http://data.uis.unesco.org/>

8 Plan International (2015). *Ebola: Beyond the health emergency*.

9 UNESCO, UNGEI, Plan International, Malala Fund (2020). *Building Back Equal: Girls Back to School Guide*.

SOLUTIONS D'APPRENTISSAGE À DISTANCE¹⁰

Si la majorité des pays dans le monde se sont efforcés de mettre en œuvre des solutions pour garantir que les enfants continuent à apprendre lorsque les écoles étaient fermées, leur capacité à le faire, en particulier pour les enfants les plus vulnérables, variait énormément. Une enquête menée par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale indique que, dans l'ensemble, Internet a été la modalité la plus utilisée, puisque 90 % des pays ont pris au moins une mesure pour améliorer l'accès aux appareils, la connectivité et l'apprentissage en ligne. Viennent ensuite les supports papier à emporter (85 %), l'apprentissage par la radio (61 %) et la télévision (7 %).

Toutefois, il existe des différences significatives. Ainsi, les pays à faible revenu s'appuient davantage sur la radio et la télévision (92-93 %), tandis que les pays à revenu élevé s'appuient davantage sur les plateformes en ligne (95 %). L'accès des élèves à ces supports était également un problème.¹² Les recherches montrent que de nombreux·ses adolescent·e·s n'ont pas accès au matériel ou aux infrastructures nécessaires pour suivre leur éducation.¹³ Alors qu'à l'échelle mondiale, 53 % des ménages sont connectés à l'internet, le nombre d'élèves n'ayant aucun accès à une connexion internet varie de moins de 15 % en Europe occidentale et en Amérique du Nord à 80 % en Afrique subsaharienne. Des inégalités sont également constatées au niveau national, entre les zones rurales et urbaines et entre les différents groupes démographiques. Même pour ceux qui ont accès à l'internet, le problème réside dans la culture numérique des élèves et des enseignant·e·s, ainsi que dans celle des personnes chargées de faciliter l'apprentissage des enfants à domicile.¹⁴

La pandémie a eu un impact différent sur l'apprentissage des filles et des garçons. De nombreuses recherches ont montré que l'impact du COVID-19 a fait que les filles étaient plus susceptibles de prendre du retard dans leurs études ou d'abandonner l'école, et/ou d'être exposées à des risques plus élevés d'abus et d'exploitation.

L'implication des filles dans le **travail domestique** signifie souvent qu'il leur est plus difficile de suivre des programmes d'enseignement à distance, ce qui crée un risque de retard. Dans une étude, 63 % des filles ont signalé une augmentation des tâches ménagères pendant la crise du COVID-19, contre 43 % pour les garçons.¹⁵ Les responsabilités de soins et les tâches ménagères incombent traditionnellement sur les filles dans la région, ce qui entraîne l'absentéisme ou l'abandon scolaire.¹⁶

La digitalisation de l'enseignement a également pesé sur l'éducation des filles, en raison de la « **fracture numérique entre les genres** », qui signifie que les garçons et les filles n'ont pas le même accès aux technologies nécessaires pour accéder à l'apprentissage numérique. Dans de nombreux pays, l'utilisation des ordinateurs et d'internet est plus fréquente chez les garçons que chez les filles¹⁷. Dans le monde entier, la proportion de femmes utilisant internet est inférieure de 12 % à celle des hommes. Si l'écart s'est réduit dans la plupart des régions, il s'est creusé en Afrique, où la proportion de femmes utilisant internet est inférieure de 25 % à celle des hommes¹⁸.

Certains éléments indiquent que le manque d'accès à la scolarisation a eu des effets négatifs tels que des grossesses non désirées avec un accès très limité aux services de santé reproductive, des mariages d'enfants, précoces et forcés résultant de la précarité des ménages, de la violence intrafamiliale et de la non poursuite de l'apprentissage en raison de charges de travail très élevées.

En raison de la pandémie, les facteurs conduisant au mariage des enfants ont également été amplifiés : manque d'éducation, difficultés économiques, décès des parents et grossesses précoces. En conséquence, selon l'UNICEF, 10 millions de filles supplémentaires dans le monde seront exposées au risque de mariage précoce au cours de cette décennie.¹⁹

10 Voir le point I sur les réponses des gouvernements

11 UNESCO, UNICEF & the World Bank (October 2020). *What have we learnt? Overview of findings from a survey of ministries of education on national responses to COVID-19.*

12 INEE & The Alliance for Child protection in humanitarian action (2021). *What school closures under COVID-19 mean for children and young people in crisis-affected contexts.*

13 ODI (2020). *COVID-19 risk pathways for adolescents girls in low and middle-income countries.*

14 INEE & The Alliance for Child protection in humanitarian action (2021)

15 Ibidem.

16 Care International (2020). *Ebola Gender Analysis*

17 Plan International (2021). *Bridging the gender digital divide.*

18 OECD (2018). *More needs to be done to bridge the digital gender divide.*

19 The prevalence for the WACA region is 41%, or 4 out of 10 girls and young women were married before the age of 18 (nearly 60 million). Source: UNICEF (2020). *Child marriage.*

Contexte, portée et limites de l'enquête

Plan International a mené cette enquête en Afrique centrale et de l'Ouest au dernier trimestre de 2020, dans le cadre de plusieurs efforts de recherche visant à comprendre l'impact du COVID-19 sur l'éducation.

Des questionnaires ont été distribués aux bureaux nationaux de Plan au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine (RCA), en Guinée, au Mali, au Niger et au Nigeria, afin de recueillir des informations sur les défis liés à l'éducation posés par la fermeture des écoles, ainsi que sur les réponses apportées par les gouvernements et par Plan International. Les questionnaires visaient également à identifier les mesures concrètes destinées à soutenir les enseignant·e·s et les enfants vulnérables, notamment les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants déplacé·e·s de force.

Les résultats des enquêtes donnent une vue d'ensemble de la situation dans ces pays à cette période spécifique, telle qu'elle est perçue par les praticien·ne·s de première ligne, sur la base de données officielles mais aussi de premières indications recueillies au contact des communautés locales ou dans le cadre de la mise en œuvre de projets. Elles constituent la base des recommandations destinées à informer les pratiques et les politiques, qui peuvent aider les systèmes éducatifs à se remettre de la crise actuelle et à mieux se reconstruire pour l'avenir²⁰.

20 Tout commentaire peut être envoyé à Cassiopee.Mairiaux@planinternational.be



I. RÉPONSES DES GOUVERNEMENTS

La pandémie du COVID-19 a stimulé la création de multiples voies pour dispenser l'enseignement à distance. Les pays étudiés dans le cadre de cette enquête ont planifié et/ou mis en œuvre **une offre multimodale de programmes d'enseignement à distance** dans leur réponse à la pandémie de COVID-19. Les pays ont également pris conscience de l'urgence d'investir dans les programmes d'enseignement à distance et dans l'infrastructure TIC afin de résister à la crise de l'enseignement dans les années à venir.

La **reprise des cours** a été observée dans tous les pays avec l'assouplissement des mesures restrictives. Toutes les écoles ont rouvert leurs portes, sauf dans les pays où certaines étaient déjà fermées à la suite de menaces d'attaques de groupes armés non étatiques. Des directives ont été élaborées pour demander aux administrations scolaires d'observer la distanciation sociale, le port obligatoire de masques, le lavage des mains et la mise en place et/ou l'activation d'un mécanisme d'alerte précoce. Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur la validation de l'année et les résultats scolaires des élèves, les gouvernements, à travers leurs ministères en charge de l'éducation, ont dû faire preuve de flexibilité.

Les pays ont entrepris des actions pour assurer la sécurité et la protection des enseignants et des élèves, et pour que les enseignants puissent soutenir les élèves qui apprennent à domicile. Le Bénin a organisé une campagne de dépistage des enseignant-e-s, leur a fourni des équipements de protection individuelle et une formation aux techniques d'enseignement à distance. Au Mali, au Niger, au Nigeria, au Cameroun, au Burkina Faso, les Ministères de l'Éducation ont distribué des masques aux enseignant-e-s et aux élèves. Les programmes scolaires du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Burkina Faso et du Bénin comprennent des leçons types sur les méthodes de prévention au COVID-19.

Les enseignant-e-s et les élèves étaient tenu-e-s de porter des masques, de se laver les mains et d'observer d'autres pratiques d'hygiène pour aider à prévenir la propagation du COVID-19. Au Bénin, le gouvernement a distribué 20 440 dispositifs de lavage des mains à 793 600 apprenant-e-s et 19 800 enseignant-e-s. En RCA, l'UNICEF, d'autres agences de l'ONU et des ONG ont aidé le gouvernement à fournir des dispositifs de lavage des mains dans tout le pays, y compris dans les villes et les villages.

Au Cameroun, le gouvernement a distribué des installations pour le lavage des mains (seaux équipés de robinet, savon, eau de Javel) dans les écoles.

Au moment de la collecte des données, les écoles étaient fermées au Mali et au Nigeria par crainte d'une accélération de la propagation du COVID-19 et d'une éventuelle deuxième vague. Pour le Mali, les périodes de vacances scolaires ont été prolongées jusqu'au 23 janvier 2021, ce qui signifie que quatre mois de scolarité ont été perdus, contrairement aux années précédant la pandémie de COVID-19. En RCA, les écoles de la capitale Bangui étaient ouvertes alors que de nombreuses autres en province sont restées fermées. Parmi les rares qui étaient fonctionnelles, grâce au soutien des ONG, on comptait 41 écoles et 63 centres de rattrapage soutenus par Plan International.

Dans tous les pays, **l'année scolaire 2020 a été validée** afin que les élèves puissent passer dans la classe supérieure à la nouvelle année scolaire. Cependant, le calendrier scolaire annuel a dû être ajusté dans certains cas en fonction de l'évolution de la pandémie. La réouverture a été progressive dans de nombreux cas afin de favoriser la distanciation sociale. Par exemple, au Mali et au Burkina Faso, les écoles ont rouvert après trois mois, mais uniquement pour les années diplômantes, suivies des classes de niveau intermédiaire et primaire. Des cours de rattrapage ont été organisés pour les élèves en RCA et au Niger.

Au Burkina Faso, le gouvernement a décidé d'utiliser des alternatives favorables aux élèves afin d'éviter autant que possible le redoublement. Il s'agit de permettre aux élèves des classes intermédiaires d'être évalués sur la base de leurs notes cumulées des deux trimestres (1 et 2) déjà enseignés. Selon les informations recueillies, cette mesure gouvernementale a atténué l'impact négatif de la pandémie sur les résultats scolaires.

Vous trouverez ci-dessous les grandes lignes des réponses gouvernementales par pays.

Fermeture des écoles – Réponses par pays

Le gouvernement du **Bénin** a imposé la fermeture des écoles le 22 mars 2020 afin de freiner la propagation du COVID-19. En conséquence, 3,5 millions d'élèves, de l'enseignement pré-primaire à l'enseignement supérieur, n'étaient pas scolarisés. Pour soutenir la poursuite de l'apprentissage pendant les fermetures d'écoles, le Ministère de l'Éducation a diffusé des leçons alignées sur le programme scolaire via la radio nationale, la radio communautaire, la télévision et en ligne via les réseaux sociaux. Le ministère a également mis en place une plateforme de cours en ligne pour les étudiant-e-s inscrit-e-s dans l'enseignement supérieur. Parmi ces modalités, on estime que l'enseignement par radio a touché davantage d'étudiant-e-s, car la couverture radiophonique au Bénin est de 59,2 %, soit plus que la moyenne de 56,9 % en Afrique subsaharienne. Le gouvernement a sensibilisé et diffusé des informations pour informer les parents et les élèves de l'existence de programmes d'enseignement à distance et pour préparer les élèves à la reprise des cours.

Les fermetures d'écoles à l'échelle nationale au **Burkina Faso** ont commencé le 16 mars 2020, laissant près de 4,7 millions d'élèves du pré-primaire au supérieur hors de l'école. Pour soutenir la continuité de l'éducation, le gouvernement a mis en place un programme d'enseignement à distance diffusé par la radio et la télévision, rendu possible grâce à une collaboration avec divers partenaires et réseaux de radio et de télévision. Le programme d'enseignement à distance s'est concentré sur les cours destinés aux élèves des années diplômantes. Des mesures de sensibilisation ont également été mises en place pour diffuser les messages de prévention et de risque du COVID-19 ainsi que des informations sur les programmes d'éducation à distance. Dans l'ensemble, les programmes d'enseignement à distance ont permis d'atteindre les étudiant-e-s des zones urbaines, mais pas ceux des zones rurales qui n'ont pas accès aux postes de radio et de télévision, aux batteries solaires ou à l'électricité.

Comme de nombreux autres pays, le **Cameroun** a fermé toutes les écoles à tous les niveaux le 18 mars 2020, affectant environ 7,2 millions d'apprenant-e-s. Pour soutenir la poursuite de l'apprentissage, le gouvernement a organisé un enseignement à distance par le biais de chaînes de télévision et de radio et a produit et distribué des leçons imprimées et d'anciens tests pour les élèves. Ces mesures ont ciblé spécifiquement les élèves des années diplômantes, ce qui a permis la tenue des examens de fin d'année. Le gouvernement a également sensibilisé les élèves aux risques et à la prévention du COVID-19 par le biais de séminaires et de clubs d'écoute formés par les élèves.

Le gouvernement de la **RCA** a déclaré la fermeture des écoles à l'échelle nationale le 27 mars 2020. Cela a eu un impact sur l'apprentissage de plus de 976 000 élèves de 3 679 écoles et institutions, du niveau pré-primaire au niveau tertiaire. Pour soutenir la continuité de l'enseignement, le Ministère de l'éducation, en collaboration avec l'UNICEF, a mis en place un enseignement à distance par le biais d'émissions radiophoniques de contenu éducatif. La couverture de ces programmes radiophoniques a été très limitée car la majorité des ménages dans de nombreuses villes et villages n'ont pas les moyens d'acheter un poste de radio.

Toutes les écoles de **Guinée** ont fermé leurs portes le 24 mars 2020, affectant environ trois millions d'étudiant-e-s de la maternelle à l'université dans 14 533 écoles et institutions éducatives. Pour soutenir la continuité de l'éducation, le gouvernement a introduit des cours en ligne et la diffusion de leçons par le biais de divers médias (radio nationale, radio rurale et médias privés) pour les classes d'examen (dernières années du primaire et du premier cycle du secondaire ; 2e/3e années du deuxième cycle du secondaire). Ces modalités d'enseignement à distance ont permis aux élèves des années diplômantes de compléter leurs programmes et de préparer leurs examens. Le gouvernement a également distribué des modules d'enseignement aux étudiant-e-s qui étudiaient à domicile. En plus des élèves des années diplômantes, les classes intermédiaires ont repris l'école en juin/septembre pour terminer l'année.

Le **Mali** a fermé toutes les écoles le 19 mars 2020, initialement pour une période de trois semaines, avant d'être prolongée jusqu'en juin, date à laquelle il a rouvert partiellement pour les années diplômantes. On estime que 3,8 millions d'élèves, du pré-primaire au secondaire, ont été affectés. Les centres d'apprentissage et les espaces d'apprentissage temporaires dans les zones touchées par la crise ont également été fermés, touchant plus d'un demi-million d'enfants déplacé-e-s. La fermeture des écoles s'est accompagnée de la suspension des programmes d'alimentation scolaire, ce qui a eu un impact négatif sur la santé des élèves. Afin de soutenir la continuité de l'apprentissage, le gouvernement a lancé des programmes éducatifs en ligne et télévisés et a distribué des dossiers papier à emporter chez soi. La portée et l'étendue de ces mesures n'ont pas été déterminées. Le gouvernement a également prévu un programme d'éducation radiophonique, qui a démarré très lentement et n'a pas eu l'écho souhaité en tant que programme national d'éducation à distance.

Au **Niger**, à l'échelle nationale, les fermetures d'écoles qui ont débuté le 20 mars 2020 ont touché environ 3,7 millions d'élèves et plus de 80 000 enseignant-e-s, du niveau pré-primaire au niveau tertiaire. Les fermetures d'écoles ont été particulièrement difficiles pour les enfants vulnérables qui avaient accès aux programmes d'alimentation scolaire et aux services de protection de l'enfance par le biais des écoles, notamment ceux qui vivent dans des zones rurales et/ou touchées par des conflits. Pour soutenir la continuité de l'éducation, le Ministère de l'Éducation a planifié une réponse qui comprenait l'élaboration et la distribution de cahiers d'exercices (avec des sujets clés tels que les mathématiques et le français) pour les apprenant-e-s, en particulier ceux et celles qui allaient passer des examens, et des cours d'enseignement à distance par le biais de la radio, de la télévision, de WhatsApp et d'autres plateformes en ligne. Si les cahiers d'exercices ont touché de nombreux enfants, les émissions de radio et de télévision et les plateformes en ligne n'ont pas été mises en œuvre ou étaient moins accessibles en raison d'un faible accès à la technologie, d'une mauvaise infrastructure TIC ou d'une faible bande passante Internet.

À l'instar de nombreux autres pays, le Ministère fédéral de l'Éducation du **Nigeria** a imposé la fermeture des écoles à l'échelle nationale le 19 mars 2020. Ces fermetures ont entraîné d'importantes perturbations dans le système éducatif nigérian, touchant 39,4 millions d'élèves de l'enseignement pré-primaire à l'enseignement supérieur, soit le nombre le plus élevé dans un seul pays d'Afrique. De nombreux-ses étudiant-e-s ont perdu non seulement l'accès à l'apprentissage mais aussi l'accès à d'autres services fournis par les écoles, notamment l'alimentation scolaire et la protection de l'enfance. Pour endiguer la perte d'apprentissage, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, les partenaires de l'éducation et le secteur privé ont mis en œuvre diverses interventions d'apprentissage en utilisant des plateformes technologiques, des outils basés sur Internet et des médias traditionnels (radio et télévision). Le gouvernement a mis en place une équipe de travail pour développer et déployer des programmes d'apprentissage à la radio. Environ 2 000 clubs de lecture ont été créés avec le soutien de partenaires de l'éducation tels que Plan International, Save the Children et l'UNICEF. Les stations de radio et de télévision ont diffusé des leçons pendant la période de fermeture des écoles. Ainsi, dans l'État de Borno, toutes les stations de radio ont été utilisées à la fois pour les écoles secondaires de premier cycle (JSS) et les écoles primaires, tandis que les stations de télévision n'ont ciblé que les JSS. Du matériel pédagogique imprimé a été distribué aux élèves, tandis que des stands de lavage des mains et du matériel d'hygiène ont été fournis aux communautés et aux centres des clubs de lecture. Le suivi des clubs de lecture pour assurer les mesures de prévention du COVID-19 par le State Universal Basic Education Board et les partenaires respectifs a été effectué pour s'assurer que la distance physique et les autres protocoles sanitaires étaient appliqués. Certains États ont indiqué qu'ils soutenaient des plateformes d'apprentissage sur Internet pour les étudiants, mais la portée était faible. Les programmes d'apprentissage par radio ont été jugés les plus efficaces pour atteindre un plus grand nombre d'étudiant-e-s, mais des problèmes se posaient du fait que certain-e-s membres de la communauté n'écoutaient pas la radio et ne respectaient pas les horaires de diffusion.



© Plan International

II. DÉFIS

Alors que les gouvernements se sont efforcés de mettre en œuvre des réponses à la pandémie et de limiter les perturbations de l'éducation, l'enquête a montré que certains domaines présentent des lacunes dans la mise en œuvre et l'adoption des réponses politiques. L'enquête a également identifié des défis spécifiques liés au retour à l'éducation lors de la réouverture des écoles.

Défis liés à la fermeture des écoles

MANQUE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE L'ADOPTION DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Alors que les pays ont proposé diverses formes de programmes d'enseignement à distance adaptés à leur contexte, par le biais de la radio, de la télévision, des plateformes en ligne, de matériel d'auto-apprentissage imprimé, de fiches de travail et de cahiers d'activités, il n'y a pas eu de mesure et de suivi systématiques de la couverture de ces programmes d'enseignement ni de l'apprentissage des élèves lors de l'accès à ces programmes.

En termes de technologie, la radio était la plus largement planifiée ou utilisée, suivie par la télévision. Le Bénin, la Guinée, le Niger et le Nigeria ont soutenu l'apprentissage en ligne par le biais de diverses plateformes en ligne, y compris les médias sociaux. L'adoption de l'apprentissage en ligne est perçue comme étant faible et limitée aux centres urbains ou à l'éducation supérieure. La distribution de matériel d'auto-apprentissage et de fiches de travail a eu lieu au Cameroun, en Guinée, au Mali, au Niger et au Nigeria. Il s'agit d'une solution susceptible d'atteindre un plus grand nombre d'enfants, compte tenu des limites technologiques, en particulier pour ceux qui vivent dans des zones rurales, géographiquement difficiles ou touchées par la crise. Le suivi de la distribution et de l'utilisation de la solution papier n'a toutefois pas été signalé dans ces pays. Un problème connexe est la difficulté de suivre l'apprentissage des enfants à la maison. Cela est dû, d'une part, à l'absence de mécanisme permettant aux enseignants d'interagir avec les élèves et, d'autre part, aux parents qui n'ont pas forcément le temps ou les capacités de faire le suivi.

MESURES LIMITÉES POUR SOUTENIR L'APPRENTISSAGE DES FILLES, DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP ET DES ENFANTS DÉPLACÉ·E·S

Dans huit pays, les gouvernements ont pris très peu de mesures pour garantir que les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants déplacés aient accès aux programmes d'enseignement à distance.

Les activités qui ont eu lieu sont les suivantes : (1) le Nigeria a encouragé les adolescentes à s'inscrire en leur fournissant des kits de dignité (comprenant des articles d'hygiène menstruelle et de soins personnels) et du matériel éducatif, et a distribué des feuilles de travail (issues de programmes radio) aux enfants déplacé·e·s dans les camps ; (2) la Guinée, le Mali et le Niger ont diffusé des messages encourageant les parents à inscrire les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants déplacé·e·s, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour les aider à accéder aux programmes d'enseignement à distance ; (3) le Mali a adapté les programmes d'éducation spéciale dans les écoles spécialisées, les écoles pour enfants en situation de handicap, mais ces établissements accueillent très peu d'enfants ; et (4) certains programmes éducatifs diffusés à la télévision nationale ont été adaptés aux besoins des enfants malentendants au Cameroun. Dans l'ensemble, cependant, les mesures visant à soutenir les enfants vulnérables étaient limitées et sporadiques.

MANQUE DE SOUTIEN POUR LA SANTÉ MENTALE ET LE BIEN-ÊTRE PSYCHOSOCIAL

Pour les jeunes, le confinement et l'isolement à long terme des espaces éducatifs perpétuent la diminution de leurs réseaux de soutien. Ces fermetures prolongées et l'isolement des pairs et des camarades de classe pendant les mesures de confinement peuvent déclencher du stress et de l'anxiété.

C'est pour cette raison que les interventions éducatives pendant les crises devraient donner la priorité à la santé mentale et au bien-être psychosocial des élèves. Les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola de 2014-16 ont montré que les programmes d'apprentissage informel qui apportaient un soutien psychosocial ont eu un impact remarquable sur les résultats scolaires.

L'enquête a révélé peu d'interventions dans ce domaine. Le Nigeria a formé des enseignant·e·s sur la manière d'intégrer le soutien psychosocial dans les programmes d'apprentissage radiophoniques. Le Cameroun a formé les enseignant·e·s à l'apport d'un soutien psychosocial aux élèves ainsi qu'à la sensibilisation et à la prévention du COVID-19. Le Niger a mis au point un module national de formation des enseignant·e·s sur le soutien psychosocial, avec pour groupe cible les enseignant·e·s et les enfants des zones touchées par la crise, mais le déploiement de la formation était limité.

SOUTIEN LIMITÉ AUX ENSEIGNANT·E·S EN PÉRIODE DE CRISE

Dans de nombreux pays, les réponses en matière d'éducation se sont concentrées sur la transmission de contenus aux élèves qui ne peuvent pas se rendre physiquement à l'école, en utilisant des approches sur papier, à la radio, à la télévision et en ligne. Dans les huit pays étudiés, le soutien aux enseignant·e·s mêmes était limité. Le soutien fourni s'est surtout concentré sur la formation de quelques enseignant·e·s et sur le paiement continu des salaires de la plupart d'entre eux-elles pendant la durée de la fermeture des écoles.

Le Bénin a formé certain·e·s enseignant·e·s aux méthodes d'enseignement à distance pour leur permettre de dispenser des cours diffusés par la radio et la télévision. Le Niger a formé le personnel enseignant sur le risque et la prévention du COVID-19 et leur a fourni des produits d'hygiène. Mais ce soutien n'a pas atteint tous les enseignant·e·s, notamment ceux·celles des zones rurales. La RCA a continué à payer les salaires des enseignant·e·s mais ne les a pas formé·e·s avant la réouverture des écoles. La Guinée et le Cameroun ont continué à payer les salaires des enseignant·e·s. Le Cameroun a également impliqué certains enseignant·e·s dans la préparation de leçons à la radio et à la télévision et les a formés sur les risques et la prévention du COVID-19. Dans l'ensemble, il n'y a pas eu d'efforts majeurs pour impliquer ou former les enseignant·e·s à l'élaboration ou au déploiement de programmes d'enseignement à distance. Enfin, il n'y a pas eu d'efforts majeurs pour évaluer et soutenir le bien-être des enseignant·e·s, et donc pour les aider à mieux soutenir le bien-être des apprenant·e·s.

Principaux obstacles au retour dans les écoles

Cette enquête corrobore de nombreuses hypothèses avancées par les spécialistes de l'éducation depuis la mi-2020 concernant les risques et les obstacles potentiels à la réintégration des enfants et des filles dans les écoles après les fermetures liées au COVID-19.

Bien que cette enquête ne puisse pas fournir une estimation à grande échelle du nombre d'enfants affectés, des preuves anecdotiques suggèrent des niveaux significatifs d'abandon scolaire lors de la réouverture des écoles. Par exemple, dans une région cible du Bénin, plus de 10% des enfants de l'échantillon ne sont pas retournés à l'école lors de la première réouverture (ce chiffre a été réduit grâce aux interventions ultérieures de Plan international)²¹.

Comme mentionné ci-dessus, les défis spécifiques auxquels sont confrontées les filles dans le monde ont également été observés dans les pays étudiés, tels que l'augmentation des mariages précoces et forcés, les grossesses précoces ou l'exploitation économique des filles, qui ont eu un impact négatif sur leur capacité à reprendre l'éducation à la réouverture des écoles.

21 2.640 cas d'abandon, incluant 1 255 filles sur 2 240 enfants (i.e. approximativement 13 %). Les actions du projet ont permis le retour de 917 élèves (433 filles et 484 garçons).

UN CONTEXTE D'INSÉCURITÉ

L'urgence sanitaire COVID-19 a frappé des pays déjà fragiles de la région et a remis en question les processus de maintien de la paix existants. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont indiqué que les menaces et les attaques contre les communautés ont augmenté et que les écoles publiques sont régulièrement prises pour cible. La peur des attaques ou l'insécurité sur le chemin de l'école ont également empêché les enfants, en particulier les filles, d'aller en classe. Les parties prenantes ont indiqué que l'exposition accrue des élèves à la violence et au harcèlement ou aux abus sexuels constitue un sérieux obstacle pour les filles lorsqu'elles retournent à l'école.

LA PEUR DU COVID-19

Les parties prenantes ont indiqué que la peur de contracter la maladie est l'un des facteurs d'abandon scolaire malgré les efforts de communication et les pratiques d'hygiène spécifiques mises en place. Au Cameroun et au Niger, par exemple, les membres des communautés ont déclaré que leur crainte de la pandémie était l'une des raisons qui les empêchaient de renvoyer leurs enfants à l'école.

CRISE ÉCONOMIQUE ET PAUVRETÉ

La pandémie a provoqué de nombreux bouleversements dans la vie quotidienne de la population. Avec l'annonce de l'état d'urgence, les conditions socio-économiques de beaucoup ont été perturbées. Les populations ont été sévèrement touchées par l'augmentation simultanée des dépenses (par exemple, en raison de l'augmentation des prix des aliments) et la perte d'emplois et de revenus.

Cela a eu un impact sur la capacité des familles à payer les frais scolaires (par exemple, les uniformes, les livres) et a donc eu un impact négatif sur l'assiduité des enfants lorsque les écoles ont réouvert. Par exemple, en Guinée, la pandémie a eu un impact négatif sur l'économie des ménages. Lorsque les écoles ont réouvert, de nombreux parents responsables de plusieurs enfants ont eu beaucoup de mal à payer les frais de scolarité, en particulier les fournitures et les tenues scolaires. Les prix des denrées alimentaires et des frais scolaires (fournitures, kits scolaires, etc.) ont augmenté sans mesures d'accompagnement.

INTÉGRATION PRÉCOCE DANS DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS ET EXPLOITATION

La pauvreté accrue des familles a poussé de nombreux enfants à abandonner l'école et à travailler pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les enfants, en particulier les adolescent-e-s, ont été contraints d'abandonner l'école afin de mener des activités économiques pour la survie de la famille. Dans ces situations, les filles sont les plus exposées aux risques d'exploitation économique ou sexuelle.

Une évaluation rapide des besoins réalisée par Plan International Nigeria entre novembre et décembre 2020 a révélé que les enfants, en particulier les filles, étaient empêchés de retourner à l'école par les parents afin de soutenir les activités agricoles.

Les parties prenantes de l'éducation en RCA ont déclaré que pendant la période de fermeture des écoles, de nombreux parents emmenaient leurs enfants dans les mines d'or, souvent dans des endroits peu sûrs ou difficiles d'accès, ce qui rend encore plus difficile d'atteindre cette population.

MANQUE D'INFRASTRUCTURES ET DE SOUTIEN PÉDAGOGIQUE

En RCA, alors que l'année scolaire a officiellement commencé en septembre 2020, les écoles ne fonctionnent qu'à Bangui ou dans les zones où elles sont soutenues par les ONG et l'ONU. Les écoles manquent souvent d'enseignant-e-s ou ont des enseignant-e-s qui refusent de travailler en raison des mauvais salaires et des conditions de travail.

Au Cameroun, les répondant-e-s ont souligné la lenteur de la réallocation des fonds pour l'éducation alternative et le soutien à l'éducation des jeunes filles dans le cadre du retour à l'école.

Au Nigeria, les répondant-e-s ont signalé le manque de salles de classe adaptées, d'installations d'apprentissage et d'enseignant-e-s adéquat-e-s.

III. RÉPONSES DE PLAN INTERNATIONAL

Cette section consolide les informations sur la réponse de Plan International à l'éducation COVID-19 dans les huit pays, d'abord en détaillant la réponse dans chaque pays et ensuite en détaillant comment Plan a travaillé pour combler les lacunes dans la réponse identifiées ci-dessus.

Réponses spécifiques aux pays

Au **Bénin**, Plan International a apporté un soutien financier au Ministère de l'Education pour le développement de programmes éducatifs à la radio et à la télévision. Il a fourni du matériel de lavage des mains, du matériel d'hygiène, des affiches et des panneaux sur les risques et la prévention du COVID-19 à 1 564 écoles primaires et 391 collèges, ce qui a bénéficié à au moins 160 342 personnes, dont 69 222 filles, et 77 filles et 123 garçons en situation de handicap. Plan a également formé 845 enseignant-e-s, animateur-trices, bénévoles et éducateur-trices communautaires (dont 121 femmes) à la prévention et à la protection contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels. Plan a sensibilisé les élèves, les enseignant-e-s, les parents et les membres de la communauté aux risques et à la prévention du COVID-19 par des émissions radios quotidiennes dans 14 langues locales pendant trois mois sur sept stations de radio locales. Ces mesures ont permis aux écoles des zones d'intervention de Plan de se préparer à une réouverture en toute sécurité.

Au **Burkina Faso**, Plan International a soutenu la diffusion des cours d'éducation à distance, développés par le Ministère de l'Education, sur les ondes de deux stations de radio locales qui couvrent une grande partie de la région du Centre-Nord. Ces cours ont été diffusés sur une période de trois mois, principalement au profit des élèves des classes d'examen (dernières années du primaire et du secondaire). Sur la même période, ces radios locales ont également diffusé des jeux interactifs sur la discipline scolaire. Ces jeux offraient la possibilité aux élèves d'appeler directement les stations radio pour répondre aux questions et gagner des prix. Plan a fourni des kits d'hygiène à 140 écoles dans les zones du projet. Les acteur-trice-s scolaires ont été formés au suivi de l'apprentissage des élèves à la radio et à la sensibilisation des communautés sur les risques et les préventions du COVID-19, touchant ainsi 60 328 personnes (29 521 femmes) de trois municipalités. Plan a également organisé et formé les membres des Comités communautaires pour la protection des enfants sur les risques et la prévention du COVID-19 ainsi que sur la protection des enfants contre les abus et l'exploitation. Des messages de prévention du COVID-19 émanant de leaders communautaires très respectés ont été régulièrement diffusés dans deux stations de radio locales dans trois langues locales (Moore, Fulfulde et Français) sur une période de quatre mois. On estime que 600 000 personnes ont été touchées dans la région du Centre-Nord.

Au **Cameroun**, Plan s'est aligné sur les priorités du Ministère et a fourni un soutien éducatif aux élèves des classes d'examen de certificat pendant la fermeture des écoles. Il a également identifié les enseignants de l'école primaire dans chaque village pour un soutien individuel aux élèves qui se présentent aux examens de certificat. Il a fourni des copies des examens précédents aux élèves des écoles du site du projet pour les aider à se préparer aux examens. De même, Plan a fourni des seaux d'eau, du savon et des masques de protection pour aider les écoles à mettre en œuvre des protocoles d'hygiène et à prévenir la transmission du COVID-19. Plan a également mobilisé les responsables des écoles, les volontaires de la communauté et les membres des associations parents-élèves sur une réponse coordonnée au COVID-19 ainsi que sur la sensibilisation des zones rurales à la responsabilité parentale, aux risques d'infection par le COVID-19, aux risques d'abus et aux dangers domestiques.

Dans le camp de Minawao, au Cameroun, Plan a soutenu l'enseignement à distance en diffusant des cours sur les stations de radio locales, en distribuant des postes de radio, des clés USB et des supports de cours aux élèves des classes d'examen. Il a soutenu les animateur-trices, les parents et les enseignant-e-s pour aider les enfants à la maison. Plan a organisé des activités éducatives à domicile pour les enfants âgés de 3 à 5 ans sous la supervision des parents. Il a formé des animateur-trices communautaires et des associations parents-enseignant-e-s pour aider les enfants à accéder à l'enseignement à distance pendant la crise du COVID-19. En particulier, 13 campagnes de sensibilisation sur le COVID-19 et le retour à l'école ont été mises en œuvre dans neuf communautés (Amchide, Kerawa, Tayer et Bounderi, Mara, Molodia, Bodo, Medina, Makary) de la région de l'Extrême-Nord. Avec 270 formateurs, les campagnes ont touché 6 834 personnes, dont 2 560 filles âgées de 10 à 24 ans.

Pendant la période de la crise du COVID-19 et de la fermeture des écoles, Plan International en **République Centrafricaine** a soutenu la continuité de l'éducation en fournissant à tous les élèves des sites du projet des feuilles d'exercices et de devoirs, ce qui a bénéficié à un total de 23 356 élèves (11 845 filles). Au cours de la même période, des visites de sensibilisation de porte à porte ont été menées par les parents-enseignant-e-s²² pour préparer le retour à l'école, en soulignant l'importance de l'éducation des filles et des autres groupes vulnérables.

En **Guinée**, Plan International a apporté un soutien technique et financier aux programmes d'enseignement à distance du Ministère de l'Education, dispensés par le biais de plateformes en ligne, de radio et de médias privés pour les élèves des classes candidates. En outre, Plan a équipé tous les élèves candidats des écoles couvertes par ses projets de kits et de matériels scolaires pour les aider à se préparer à l'examen d'entrée en 7^{ème} année. Plan a fourni à toutes les écoles des sites de projets des kits de lavage de mains et du matériel d'hygiène. Les groupes cibles étaient, en général, les élèves, les membres des structures de cogestion, y compris les associations parents-enseignant-es et les structures de gestion communautaire, les chefs religieux et les populations générales. En outre, Plan a identifié et formé des volontaires communautaires, ainsi que les autorités sanitaires locales, pour prévenir la propagation du COVID-19.

Au **Mali**, Plan a apporté un soutien financier au Ministère de l'Education pour le développement de programmes d'apprentissage à distance utilisant la radio, la télévision et les plateformes en ligne. Il a également adapté sa programmation pour soutenir la continuité de l'éducation dans ses zones de programme par le biais de classes de rattrapage et d'éducation corrective, la diffusion de contenus éducatifs dans les stations de radio communautaires, la distribution de radios et de clés USB avec des programmes éducatifs préenregistrés à ceux qui ne sont pas atteints par les réseaux radio. Enfin, Plan a fourni des paquets d'apprentissage et des feuilles de travail aux apprenant-e-s des Projet d'Accès à l'Ecole Primaire, à travers la Stratégie de Scolarisation Accélérée (PASS+), un programme d'éducation accélérée. L'organisation a fourni des pupitres à un certain nombre d'écoles.

Au **Niger**, la réponse de Plan International s'est concentrée sur la sensibilisation au risque et à la prévention du COVID-19 par le biais des radios locales et communautaires. En outre, des campagnes de sensibilisation et d'information ont été menées par de jeunes leaders, des volontaires communautaires, des enfants et des clubs de jeunes. Plan a distribué des stands de lavage des mains, des savons et des désinfectants, ainsi que des produits d'hygiène et a des explications sur les pratiques d'hygiène appropriées. Elle a également fourni des cahiers d'exercices aux élèves qui passaient des examens, ainsi que des kits d'apprentissage et des feuilles de travail aux apprenant-e-s des Projet d'Accès à l'Ecole Primaire, à travers la Stratégie de Scolarisation Accélérée (PASS+), qui comptent parmi les enfants les plus vulnérables.

Plan **Nigeria**, pour sa part, a collaboré avec différents donateur-trices et le gouvernement pour mettre en place un enseignement à distance par le biais de programmes radio afin de soutenir la continuité de l'éducation pour les enfants dans les sites du projet.

Vous trouverez ci-dessous les réponses spécifiques mises en œuvre par Plan International pour combler certaines des lacunes des réponses gouvernementales identifiées ci-dessus.

²² Les parents-enseignants comblent des lacunes importantes dans les zones reculées et peu sûres. Ils ont été identifiés par les communautés locales pour fournir une éducation de base dans les zones touchées par le conflit en RCA. Voir : UNICEF (2012). *In the Central African Republic, parent-teachers provide basic education in conflict-affected area and beyond.*

Le soutien de Plan International aux filles, aux enfants en situation de handicap et aux enfants déplacé·e·s

Au **Bénin**, Plan International a organisé des discussions avec des associations de filles pour les informer de la disponibilité des cours en ligne, du calendrier des cours et des risques et de la prévention au COVID-19. De même, Plan a formé des groupes de jeunes femmes et d'enfants en situation de handicap à la production de savon qu'ils pourraient vendre pour pouvoir acquérir des postes de radio afin d'accéder à l'éducation radiophonique. Plan a également formé des jeunes femmes à la fabrication de masques réutilisables et à la prévention des grossesses précoces, des mariages d'enfants, des abus et de l'exploitation.

Plan a fourni des kits de protection et d'hygiène et de la nourriture aux enfants du centre pour personne avec un handicap visuel de Gaoua au **Burkina Faso** et a diffusé un programme radio pour éduquer les ménages sur les pratiques parentales positives et sensibles au genre qui favorisent un meilleur traitement des filles et des garçons à la maison, en particulier pendant les confinements du COVID-19. Ce programme a été diffusé par trois stations de radio locales (couvrant toute la région du Centre-Nord, qui est la principale région d'accueil des personnes déplacées) en trois langues sur une période d'un mois.

Au **Cameroun**, les filles qui ont réussi les examens scientifiques ont reçu des kits scolaires pour leur permettre de poursuivre leurs études, malgré les perturbations dues au COVID-19. Des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'éducation des filles ont été menées à travers des discussions de groupe avec des jeunes filles et des AME (association de mères) ; des programmes radio ont été produits avec la participation de jeunes filles, de responsables de centres de promotion de la femme et de travailleurs·ses sociaux·les pour accroître la sensibilisation sur l'importance de l'éducation des filles et la disponibilité de programmes d'apprentissage à distance.

Plan a soutenu les sensibilisations communautaires en **RCA** et en **Guinée** pendant la crise et en préparation de la réouverture des écoles avec des messages forts sur les droits des enfants et l'importance de l'éducation des filles et des autres groupes vulnérables.

En Guinée, Plan International a rénové des latrines pour soutenir la campagne pour un retour en toute sécurité des filles à l'école après la pandémie. Trois écoles à Kouentoh, Bakama Lela et Yomadou Koudou Fama ont bénéficié de cette intervention. Dans ces trois zones, le taux de retour général a été de 87 %, 84 % pour les filles. Les bénéficiaires directs atteints sont 709 enfants, dont 323 filles.

Plan au **Mali** a veillé à ce que la moitié des participant·e·s au programme d'apprentissage à distance soient des filles. Il a soutenu les filles avec des kits de dignité et a mis en place des mécanismes de surveillance pour prévenir le harcèlement sexuel, l'exploitation et l'abus des enfants, en particulier des filles. Les enfants déplacé·e·s ont continué à bénéficier de services d'éducation et de protection dans des espaces d'apprentissage temporaires. Les enfants en situation de handicap ont bénéficié d'un accès continu à l'enseignement par le biais de la radio.

Les campagnes de sensibilisation et de retour à l'école menées par Plan **Niger** ont ciblé les filles et les enfants en situation de handicap, compte tenu de leur vulnérabilité accrue due à la crise du COVID-19. Les enfants en situation de handicap ont également bénéficié de kits spéciaux pour soutenir leur apprentissage et les aider à pratiquer une bonne hygiène à la maison.

Au **Nigeria**, Plan International a fourni des kits de gestion de l'hygiène menstruelle (« kits de dignité ») à 136 écolières âgées de 13 à 17 ans, afin de soutenir leur participation à des activités éducatives pendant leurs périodes de menstruation et de réduire les abandons scolaires.

L'appui de Plan International à la santé mentale et au bien-être psychosocial

Au **Bénin**, Plan a organisé et formé des mentors et des jeunes leaders dans les communautés pour qu'ils enregistrent et relaient les plaintes pour abus sur les filles. Il a également sensibilisé le public à la dénonciation des abus par le biais d'émissions de radio. Il a créé des groupes WhatsApp pour faciliter les échanges sécurisés et le partage d'informations, et a formé les filles au cyber harcèlement et à la communauté en ligne.

Plan au **Burkina Faso** a formé des femmes de familles d'accueil sur la gestion du stress et les soins aux enfants en détresse pendant le COVID-19. Il a également formé des enfants orphelins pauvres vivant dans des centres d'accueil aux pratiques de protection et d'hygiène pour prévenir l'infection par le COVID-19.

Le soutien psychosocial est un aspect essentiel du soutien de Plan aux enfants affectés par le conflit en **RCA**. Il a aidé les enseignant·e·s à suivre la situation des enfants et à fournir un soutien psychosocial si nécessaire.

Au **Mali**, Plan a apporté son soutien à la Direction nationale de l'éducation préscolaire pour l'édition et la publication de livres d'histoires illustrés pour les enfants d'âge préscolaire et a fourni des jouets pour les enfants d'âge préscolaire.

Au **Niger**, Plan a formé les enseignant·e·s des sites du projet à fournir un soutien psychosocial à leurs élèves, en particulier aux filles.

Le soutien de Plan International aux enseignant·e·s

Le soutien de Plan aux enseignant·e·s s'est concentré sur la sensibilisation et la formation aux risques et à la prévention du COVID-19, sur la prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels, et sur le rôle de soutien à l'apprentissage à distance des enfants. Au **Bénin**, Plan a sensibilisé au rôle des enseignant·e·s dans la prévention du COVID-19 par le biais d'émissions de radio en collaboration avec les autorités de l'éducation et de la santé. Au **Burkina Faso**, en **RCA** et au **Niger**, Plan a formé les enseignant·e·s sur les risques et la prévention du COVID-19, tandis qu'en **Guinée**, Plan a renforcé les capacités des enseignant·e·s pour la réouverture des classes intermédiaires, et a fourni une formation sur les techniques pédagogiques actives ainsi que sur la prévention du COVID-19.

Au **Cameroun**, Plan a formé les enseignant·e·s des sites du projet aux risques et à la prévention du COVID-19 et à la supervision des élèves dans le respect des protocoles de santé et de sécurité. Plan a également identifié des enseignant·e·s dans un nombre restreint d'écoles pour fournir un soutien pédagogique aux élèves des classes candidates. Plan a également continué à verser des primes aux animateur·trices et aux enseignant·e·s qui facilitent les projets éducatifs qu'il soutient. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, Plan International a soutenu la formation de 45 enseignant·e·s, dont 10 femmes, au PSS afin de renforcer la résilience des écolier·e·s, des enfants réfugiés et des enfants vivant dans des zones difficiles à atteindre et sujettes aux attaques.

Au **Nigeria**, les enseignant·e·s ont participé à la production de matériel d'enseignement et d'apprentissage. A la fin de la période de fermeture, suffisamment de matériel d'apprentissage (par exemple des cartes de chiffres et de lettres) avait été produit pour servir plus de 20 000 apprenant·e·s – bien au-delà du nombre d'apprenant·e·s ciblé·e·s par l'intervention d'apprentissage à distance.

Dans l'ensemble, Plan International a soutenu le développement et la mise en œuvre de programmes nationaux d'apprentissage à distance dans ces pays, ainsi que des mesures spécifiques pour soutenir les filles, les enfants en situation de handicap, les enfants déplacé·e·s et les enseignant·e·s.

Le soutien de Plan International aux gouvernements pour préserver l'année scolaire

Plan International a soutenu les Ministères de l'Éducation de différents pays pour assurer la réouverture des écoles en toute sécurité et la validation de l'année scolaire. En RCA, par exemple, Plan International a distribué des kits scolaires aux élèves. Au **Bénin**, Plan International a distribué 9 585 dispositifs de lavage des mains et 11 844 affiches de sensibilisation à 1 564 écoles primaires et 391 écoles secondaires dans 9 départements du pays.

Au **Burkina Faso**, Plan International, par le biais du projet EQuIP, a fourni des dispositifs de lavage des mains à 140 écoles de la zone du projet. L'organisation a également soutenu des activités de sensibilisation à la maladie dans les 140 communautés. Les directions des 140 écoles de la zone du projet EQuIP ont été formées à l'apprentissage à distance (cours par radio). Au cours du premier trimestre (octobre-novembre 2020) de l'année scolaire 2020/2021, le projet a appuyé la diffusion à la radio de 24 leçons radiophoniques au niveau des primaires.

Le bureau de Plan International **RCA** a fourni des installations de lavage des mains aux écoles et aux communautés pour faire de l'hygiène des mains un comportement quotidien.

Plan International **Guinée** à travers les projets Gants (EQuIP, PEB, SCAFEJ, TB&HIV, Palu) et les fonds de parrainage a apporté un soutien technique et financier aux services décentralisés du Ministère de l'Éducation pour la réouverture des écoles. Les écoles couvertes et les ménages vivant autour des écoles ont bénéficié de kits de lavage des mains, de savons, de bavoirs pour les enfants, de thermomètres.

Au **Mali**, le bureau de pays de Plan International a soutenu les communautés en leur fournissant des kits de lavage et des masques.

En **RCA** et au **Cameroun**, Plan International a initié des campagnes de sensibilisation des parents les invitant à s'assurer que les élèves retournent à l'école dès sa réouverture. Au **Cameroun**, Plan International a formé 45 enseignant·e·s adultes et agents de protection, dont 10 femmes, dans la région de l'Extrême-Nord, au soutien psychosocial afin d'atténuer l'impact de la crise sur les capacités émotionnelles des élèves. Au **Mali**, Plan International a fourni des pupitres d'écoliers pour aider le Ministère de l'Éducation à établir une distance sociale dans les salles de classe.

A l'exception des bureaux de Plan au Bénin et en Guinée, les autres bureaux nationaux ont contribué à l'élaboration de mesures de soutien aux enseignant·e·s. Au **Burkina Faso**, au **Cameroun**, au **Mali**, au **Niger** et en **RCA**, des sessions de formation ont été organisées pour les enseignant·e·s.

En **RCA**, Plan International a initié des programmes de soutien psychosocial pour les élèves affectés.

RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'enquête de Plan valident ce qui a été largement observé pendant les fermetures d'écoles liées à la crise COVID-19 : les acteur-trices de l'éducation ont concentré leurs efforts pour assurer la continuité de l'éducation en mobilisant une gamme de solutions d'éducation à distance utilisant une technologie nulle, faible ou élevée. Alors que les gouvernements et les partenaires visaient une large couverture, les défis opérationnels, le manque de ressources et les retards dans la mise en œuvre ont limité la portée des solutions d'éducation à distance. Alors que l'importance de la santé mentale et du soutien psychosocial aux étudiant-e-s et aux enseignant-e-s a été largement reconnue, les réponses du COVID-19 ont souvent manqué de ce soutien essentiel. Le soutien aux enseignant-e-s a été limité et sporadique. À la lumière de ces résultats, les recommandations suivantes sont formulées :

- **La priorité doit être donnée à la réintégration de chaque enfant et adolescent-e, en particulier les filles, dans le système scolaire.** Il est nécessaire de prendre des mesures ciblées, adaptées au contexte, pour s'attaquer aux obstacles spécifiques à l'éducation des filles et des autres enfants vulnérables, qui le sont encore plus du fait du COVID-19. Cela nécessite, entre autres, des campagnes de sensibilisation à grande échelle ciblant spécifiquement les parents et les communautés ; le plaidoyer et le soutien de programmes d'éducation accélérée et/ou de rattrapage, notamment pour aider les filles qui ont été forcées de se marier ou qui sont devenues enceintes ou mères pendant la pandémie ; un soutien psychosocial ; et des services d'accueil de la petite enfance pour ceux qui ont de jeunes enfants. Il est également urgent de surveiller les inscriptions et les abandons scolaires, en particulier ceux des filles, des enfants en situation de handicap et des enfants déplacé-e-s, afin d'identifier ceux qui ne retournent pas à l'école ou n'y restent pas, et de développer des programmes qui répondent à leurs besoins spécifiques.
- Les ministères de l'éducation et les partenaires de l'éducation doivent continuer à soutenir le **développement et le perfectionnement de solutions d'enseignement à distance adaptées au contexte et tenant compte des divers besoins des apprenant-e-s**, afin de mieux préparer les systèmes éducatifs aux futures pandémies. En outre, il est important de considérer le **déploiement équitable** de ces solutions pour s'assurer que les enfants vulnérables soient atteints. Le retour à l'apprentissage en milieu scolaire ne doit pas être une raison pour arrêter ou retarder le développement de ces solutions. Alors qu'un plus grand intérêt et une plus grande attention ont été accordés à l'expansion des solutions d'apprentissage numérique, les gouvernements et les partenaires doivent également investir dans d'autres solutions d'enseignement à distance pour s'assurer qu'aucun enfant n'est laissé pour compte. Des niveaux de soutien pertinents et ciblés doivent être fournis aux étudiant-e-s, aux enseignant-e-s et aux dirigeant-e-s afin que les solutions d'enseignement à distance soient utilisées au maximum de leur potentiel.
- Donner la priorité à la **santé physique et mentale et au bien-être psychosocial des enseignant-e-s et des apprenant-e-s**. Le stress et l'anxiété ont caractérisé la vie des enseignant-e-s et des élèves pendant le COVID-19. Les enseignant-e-s comme les élèves ont besoin d'un soutien socio-émotionnel pour relever les défis de l'apprentissage et de l'enseignement pendant et après la crise. Les réponses éducatives doivent donc comporter un soutien concret, ciblé et adapté au contexte pour répondre à ce besoin, intégré à la formation et au soutien des enseignant-e-s, ainsi qu'à des approches pédagogiques centrées sur l'apprenant-e.
- Fournir une **formation adéquate aux enseignants, notamment pour répondre aux défis spécifiques découlant de la crise de le COVID-19**. Les enseignant-e-s sont l'épine dorsale des systèmes éducatifs et ont la plus forte influence sur l'apprentissage des élèves. Ils doivent être parfaitement équipés des connaissances et des compétences nécessaires pour aider leurs élèves à naviguer dans le monde de l'enseignement à distance et de l'apprentissage mixte. Cela inclut une formation aux médias numériques.
- Plaider pour la **protection des budgets d'éducation des gouvernements et des donateur-trices**. Malgré des besoins de financement supplémentaires, deux tiers des pays à revenu faible ou moyen inférieur ont réduit leurs budgets d'éducation publique depuis le début de la pandémie du COVID-19.²³
- Les gouvernements doivent investir dans la **numérisation des systèmes de suivi et d'information sur l'éducation** afin de faciliter la collecte, le traitement et le stockage de données scolaires pour les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants déplacé-e-s.
- Il convient d'encourager et de promouvoir la poursuite de la **promotion des bonnes pratiques d'hygiène et des mesures de prévention** dans les établissements scolaires.

23 UNESCO (2021), COVID-19: Two-thirds of poorer countries are cutting their education budgets at a time when they can least afford to.

ANNEXES

Annexe I – Réouverture des écoles dans les pays dans lesquels l'enquête a été réalisée (Situation au 18 juin 2020)

N°	Pays	Date de fermeture des écoles	Date de réouverture des écoles	Classes concernées	Commentaires
1.	Bénin	Mars 2020	May 11, 2020	Années certifiantes	Les autres enfants continuaient l'enseignement à distance.
2.	Burkina Faso	Avril 2020	June 1, 2020	Années certifiantes	L'année scolaire des autres élèves des classes intermédiaires a été validée en considérant leurs notes des évaluations précédentes.
3.	Cameroun	Avril 2020	June 1, 2020	Années certifiantes	Pour les classes intermédiaires, l'année scolaire a été validée par rapport aux notes obtenues lors des évaluations précédentes.
4.	CAR	Mars 2020	July 1, 2020	Années certifiantes en premier lieu	
5.	Guinée	Mars 2020	June 29, 2020	Années certifiantes	
6.	Mali	Mars 2020	June 2, 2020	Années certifiantes	Les enfants des classes intermédiaires ont continué à étudier de la maison.
7.	Niger	Mars 2020	June 1, 2020	Toutes les classes sauf les maternelles	Les élèves ont été répartis en groupes alternés pour respecter les distanciations sociales.
8.	Nigeria	Mars 2020	Novembre 2, 2020	The government developed Le gouvernement a élaboré des directives pour la réouverture des écoles. Une partie du plan prévoit que les classes de Senior Secondary (SS3) et de Junior Secondary (JSS) reprennent en premier afin de permettre aux Senior et Junior de passer leurs examens et de rentrer chez eux afin de décongestionner les classes pour que les autres étudiant-es puissent reprendre.	Cependant, le gouvernement fédéral n'a pas encore fixé de date pour la reprise des cours.

Annexe II – Interruptions académiques fermetures d'établissements scolaires dans les pays étudiés par rapport à la Belgique, au Canada et à l'Irlande²⁴

Pays	Interruption académique (en jours)	Partiellement fermés (en jours)	Complètement fermés (en jours)	Complètement ouverts (en jours)	Nombre de jours d'enseignement
Bénin	54	55	21	105	181
Burkina Faso	85	21	48	81	150
Cameroun	69	53	40	73	166
CAR	38	52	67	78	197
Guinée	36	0	109	90	199
Mali	74	21	62	78	161
Niger	65	0	83	87	170
Nigeria	56	30	91	58	179
Belgique	57	40	36	102	178
Canada	70	97	66	2	165
Irlande	64	0	90	81	171

²⁴ UNICEF (2021). *Covid-19 and School Closures, One year of Education Disruption*. <https://data.unicef.org/resources/one-year-of-covid-19-and-school-closures/>

Annexe III – Questionnaire

PARTIE 1 – MESURES ÉDUCATIVES & COVID-19

Source : Mémoires, ordres, déclarations de politique du Ministère de l'Environnement ; fonctionnaires du Ministère de l'Environnement (nom, fonction) ; documents de projet de Plan International ; personnel de Plan International (nom, fonction).

- Quelles mesures éducatives ont été mises en œuvre pour soutenir la poursuite de l'enseignement pendant les fermetures d'écoles liées au COVID-19 ?
- Quelles mesures de santé publique ont été mises en œuvre pour assurer la prévention du COVID-19 ? Quelle est la portée de cette mesure et qui sont les groupes cibles ?
- Quelles mesures ont été considérées comme les plus efficaces et efficaces et pourquoi ?

Sous-thème - mesures pour les enfants à risque

- Quelles mesures spécifiques ont été prises pour soutenir la poursuite de l'éducation des filles ?
- Quelles mesures spécifiques ont été prises pour soutenir la poursuite de l'éducation des enfants en situation de handicap et des enfants déplacé-e-s par la fermeture des écoles ?

Sous-thème - mesures pour la santé mentale et le soutien psychosocial

- Quelles mesures ont été mises en place dans le domaine de la santé mentale et du soutien psychosocial des enfants pendant la fermeture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ? Qui sont les groupes cibles ?
- Quelles mesures ont été mises en place pour apporter un soutien psychologique et psychosocial aux filles pendant la fermeture de l'école ? Quelle est la portée de ces mesures ? Quels étaient les groupes cibles spécifiques ?

Sous-thème - mesures de soutien aux enseignant-e-s

- Quelles mesures ont été mises en place pour soutenir les enseignant-e-s pendant la fermeture des écoles du COVID-19 ? Quelle est la portée de ces mesures ?

PARTIE 2 : PRINCIPALES MESURES MISES EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT (MOE) ET PLAN INTERNATIONAL POUR SOUTENIR LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES

Source : Documents du ministère de l'Éducation, déclarations de politique générale ; fonctionnaires du ministère de l'Éducation (indiquer le nom, la fonction) ; documents de projet ; personnel de Plan International (nom, fonction).

- Quelles mesures éducatives sont mises en œuvre pour soutenir la réouverture des écoles ? Quelles mesures de santé publique sont mises en œuvre pour soutenir la réouverture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ? Qui sont les groupes cibles ?

Sous-thème - mesures éducatives pour les enfants à risque

- Quelles sont les mesures éducatives mises en œuvre pour assurer la scolarisation/le retour des filles à l'école lors de la réouverture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ? Quels sont les groupes cibles ?
- Quelles mesures éducatives sont mises en œuvre pour assurer la scolarisation/le retour à l'école des enfants en situation de handicap et des enfants déplacé-e-s lors de la réouverture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ? Quels sont les groupes cibles ?

Sous-thème - mesures supplémentaires pour les enfants à risque

- Quelles sont les mesures supplémentaires mises en place pour assurer le retour à l'école des filles vulnérables ?
- Quelles mesures supplémentaires sont en place pour assurer le retour à l'école des enfants en situation de handicap et des enfants déplacé-e-s ?

Sous-thème - mesures pour la santé mentale et le soutien psychosocial

- Quelles sont les mesures mises en place pour assurer la santé mentale et le soutien psychosocial des enfants, en particulier des filles, lors de la réouverture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ? Qui est le groupe cible ?

PARTIE 3: PRINCIPAUX OBSTACLES IDENTIFIÉS AU RETOUR DES ENFANTS À L'ÉCOLE, EN PARTICULIER LES OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES FILLES, LES ENFANTS MIGRANT-E-S ET DÉPLACÉ-E-S, LES PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU PAYS.

Source: Peut être obtenu à partir des rapports d'analyse de situation, des plans de réponse humanitaire, des plans de réponse éducative COVID-19, de l'avis d'experts (citer le nom, la fonction), des discussions avec les enseignant-e-s/parents.

- Quels sont les principaux obstacles qui empêchent les enfants, en particulier les filles, de retourner à l'école ?
- Quels sont les obstacles spécifiques qui empêchent les enfants en situation de handicap et les enfants déplacé-e-s de retourner à l'école ?

PARTIE 4 : IMPACT DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 SUR LES TAUX DE (RÉ)INSCRIPTION, D'ABANDON ET DE REDOUBLEMENT DES ENFANTS, EN PARTICULIER DES FILLES, LORS DE LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES ?

Source: Documents et statistiques du ministère de l'éducation ; documents du projet de plan et système de suivi du ministère de l'éducation

- Nombre d'enfants inscrits immédiatement avant les fermetures d'écoles liées au COVID-19, trié par sexe (et si disponible, par niveau d'éducation, handicap).
- Nombre d'enfants qui se sont (ré)inscrits/retournés à l'école lors de la réouverture de l'école, trié par sexe (et si disponible, par niveau d'éducation et handicap).
- Pourcentage de filles et de garçons qui sont retournés à l'école (si disponible, trié par sexe, groupe d'âge et handicap)
- Pourcentage d'abandon scolaire (Si disponible : données triées par sexe, groupe d'âge et handicap), informations sur le profil socio-économique des élèves qui ont abandonné l'école.
- Pourcentage d'élèves qui ont dû redoubler leur classe lors de la réouverture de l'école dans le cadre de la nouvelle année scolaire ?
- Quelle est la position du gouvernement sur l'année scolaire (c'est-à-dire "année blanche", "année annulée", ...) ?

PARTIE 5 : IMPACT DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 SUR LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES APRÈS LA FIN DU CONFINEMENT

Source : Documents et statistiques du ministère de l'éducation

- Nombre et pourcentage d'écoles ouvertes après la fin du confinement ; sont-elles partiellement ou totalement ouvertes (maintien d'une partie de l'enseignement à distance) ; existe-t-il des règles pour adapter les écoles à l'évolution de la pandémie (niveaux d'alerte, correspondant à certaines mesures) ?

PARTIE 6 : IMPACT DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 SUR L'ASSIDUITÉ DES ENSEIGNANT-E-S AU TRAVAIL

Source : Documents et statistiques du ministère de l'éducation

- Pourcentage d'enseignant-e-s qui ne sont pas retournés à l'école ?
- Quelles mesures ont été mises en place pour soutenir les enseignant-e-s lors de la réouverture des écoles ? Quelle est la portée de ces mesures ?



© Plan International

PLAN INTERNATIONAL

Plan International est une ONG qui se bat pour les droits de l'enfant et l'égalité des filles dans le monde entier. Plan International est actif dans les régions les plus vulnérables, notamment dans les endroits qui ont été touchés par des catastrophes naturelles ou dans lesquels des conflits sont en cours. par des catastrophes naturelles ou où des conflits sont en cours. <https://plan-international.org/>



Belgique

partenaire du développement